Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-953** **27/12/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 2

Objet : Appel à candidatures : 02 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de services et de paiement :

- 1 poste de chargé(e) de mission de la sécurité des systèmes d'informations (catégorie A) (H/F) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 15 janvier 2019.

Direction générale du trésor du ministère de l'économie et des finances :

- 1 poste d'adjoint(e) au chef du bureau "Investissements et règles dans le commerce international" (Multicom2) (catégorie A+) (H/F) à Paris (12).
Date limite de candidature : 20 janvier 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Cédric Montesinos

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction générale
Mission de la gouvernance et de la sécurité des systèmes d'information
2 rue du Maupas – 87000 LIMOGES

Chargé de mission de la sécurité des systèmes d'information (H/F)

N° du poste : 18640 **Catégorie :** A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP ASP : 2**
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de services et de paiement est un établissement public pluri-ministériel riche de ses plus de 2000 collaborateurs en relation directe avec 13 ministères. En pleine expansion, il est l'un des premiers opérateurs de l'État avec un budget conséquent de plus de 19 milliard d'€ qui lui permet, aujourd'hui, d'innover et d'être performante. Par ailleurs, elle est le principal payeur des aides à l'emploi et le premier payeur européen d'aides agricoles. Sous la responsabilité de la direction générale, la Mission de Gouvernance et de Sécurité des Systèmes d'Information est en charge de l'animation et du pilotage de la transformation numérique de l'Etablissement, du cadrage budgétaire et fonctionnel des grands projets et de la mise en œuvre et du respect des bonnes pratiques de sécurité dans le cadre de l'ISO-27000. Le Chargé de mission de la SSI est rattaché hiérarchiquement au Chef de la MGSSI.
Objectifs du poste	Définir, faire valider, diffuser et maintenir la politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI) et la politique du système de management de la sécurité de l'information (SMSI). Le Chargé de mission de la SSI est responsable du système de management de la sécurité de l'information.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Assister et conseiller les Métiers (maîtrises d'ouvrage) sur les risques de sécurité et les mesures de sécurité à mettre en œuvre lors du développement de nouveaux systèmes, - Veiller au développement et au maintien des procédures liées à la sécurité de l'information, - Assurer le respect des dispositions contractuelles et réglementaires, relatives à la sécurité de l'information, - Assurer que les contrôles internes de sécurité sont correctement effectués, - Contrôler les écarts de niveau de sécurité par rapport à la politique de sécurité des systèmes d'information, - Elaborer un ensemble de recommandations évolutives ou correctives visant à supprimer les écarts constatés, - Veiller à la mise en œuvre du plan d'actions sécurité, - Consolider et analyser les tableaux de bord sécurité alimentés par les directions, - Organiser la sensibilisation du personnel, aux risques et bonnes pratiques de sécurité de l'information,

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Assurer la veille relative à la sécurité de l'information,

- Piloter la certification ISO 27001 et assurer la maintenance du système de management de la sécurité de l'information (SMSI) des processus du périmètre des aides communautaires et assurer son maintien en condition opérationnelle.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Direction générale
- Directions métiers (MOA et AMOA),
- Direction de l'informatique et des technologies (équipes d'études et équipes techniques),
- Secrétariat général et directions qui lui sont rattachées,
- Directions régionales
- Instances de supervision : MAA (HFD, FSSI), ANSSI, …</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Bonne connaissance des normes de sécurité informatique
- Bonne connaissance des normes internationales ISO 2700x, ISO 22301
- Bonne connaissance des méthodes et des outils de gestion des risques
- Maîtrise des infrastructures et de l'environnement des applications informatiques de l'établissement
- Bonne connaissance des institutions et acteurs de la sécurité de l'information
- Bonne connaissance de la législation relative à la sécurité des TIC</td><td>- Capacité à conduire la stratégie métier
- Capacité à fixer des objectifs cohérents
- Capacité d'organisation, de pilotage
- Capacité à gérer la qualité et la sécurité de l'information
- Capacité de rédaction et de communication
- Aptitude à la prise de décision
- Aptitude à organiser, animer et informer
- Capacité à modéliser un processus
- Capacité à convaincre
- Capacité à la conduite de projets transverses
- Rigueur et fiabilité dans l'exécution des tâches
- Disponibilité, réactivité et confidentialité</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
Bernard CALAME - Chef de la MGSSI
tél : 05 55 12 05 14, bernard.calame@asp-public.fr

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
Céline GADY- DRH/SEEC, Conseiller mobilité carrière
tél : 05.55.12.00.56, mobilite@asp-public.fr

Le dossier de candidature doit être constitué d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon.
La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 janvier 2019.</td></tr>
</table>

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

FICHE DE POSTE

(à diffuser au format PDF)

IDENTIFICATION DU POSTE

DIRECTION OU SERVICE (sigle) **: DG Trésor**

INTITULE DU POSTE : *Adjoint(e) au chef du bureau, chargé(e) du suivi des barrières non tarifaires (sanitaires et phytosanitaires notamment) et des biotechnologies dans le cadre du commerce des produits agricoles et agro-alimentaires*

CATEGORIE (OU CORPS/GRADE) **:** A+ ☐ **EMPLOI DE CHEF DE MISSION** **COTATION DU POSTE [1] :** 3

*La cotation du poste sera évoquée lors de l'entretien avec le BRHS

FAMILLE(S) PROFESSIONNELLE(S) [2]

Développement économique / A l'international

INTITULE DU (DES) METIERS [2]

Conseiller(ère) négociateur(rice) Europe/International

DOMAINE D'ACTIVITE (pour les familles « Pilotage /management » et « Aide au pilotage »**)**

CONTEXTE DU RECRUTEMENT (*activer les cases souhaitées dans le menu « propriétés »)*

Création☐ Modification ☐ Remplacement ☐ Poste vacant ☒ Poste vacant sous réserve de départ☐ A compter du / depuis le 01/12/2018

Nom du titulaire précédent ou actuel : LE GAL Marie-Christine

DUREE D'OCCUPATION SOUHAITABLE DU POSTE **durée minimale :** 2 ans **durée maximale :** 4 ans

LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GEOGRAPHIQUE

Direction ou service :	Direction générale du Trésor
Sous-direction :	Politique commerciale et investissement (Multicom)
Bureau et secteur :	Bureau Investissements et règles dans le commerce international (Multicom2)
Adresse :	139 rue de Bercy - 75012 PARIS

Informations complémentaires : Métro (1 - 6 - 14) - RER (A - D) - Parking - Restaurant administratif

LE POSTE ET SON ENVIRONNEMENT

DESCRIPTION DU SERVICE : missions, organisation et nombre d'agents :

Le bureau Multicom 2 est chargé, dans le cadre des attributions de la Direction générale, de l'application des règles du commerce et de l'investissement, et de l'analyse économique de leurs enjeux pour l'économie et les entreprises françaises. Il est chargé de l'identification et du traitement des barrières au commerce dans tous les secteurs et des difficultés d'accès au marché des enterprises françaises. Il assure, à l'OMC et dans les autres enceintes internationales compétentes, le suivi des questions d'accès au marché au sens large (obstacles techniques au commerce, propriété intellectuelle, obstacles sanitaires et phytosanitaires) et de la mise en œuvre des règles dans ces domaines. Il participe à l'élaboration des positions françaises et siège dans les instances spécialisées à l'OMC, à l'OMPI, à l'OCDE et à Bruxelles (MAAC etc..) pour les matières relevant de la compétence de la Direction générale. Il assure une coordination étroite avec les Services économiques (animation du réseau des services économiques pour ces thématiques y compris les attachés et spécialistes agricoles, et les conseillers de l'INPI) et avec les autres services ministériels concernés ainsi que les représentants de la société civile et des entreprises.
Il est également responsable du suivi de la thématique commerce et développement durable, environnement et RSE, et vise à établir des règles de concurrence plus équitables dans le commerce international. Il assure le suivi de ces thématiques dans les diverses enceintes (G20, G7, OCDE, OMC, UE..) et dans le cadre des négociations multilatérales et de libre échange (chapitres dédiés). Il suit les thématiques liées à l'insertion des PED dans le commerce international et notamment le Règlement européen de "schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées" (SPG) et les accords de partenariat économique avec les pays ACP. Il est en charge du suivi des programmes d'aide au commerce pour soutenir la participation des pays en développement dans le commerce.
Le bureau Multicom 2 suit également les questions relatives aux investissements, dans les domaines de compétence de la Direction générale, en liaison avec les autres administrations concernées. Il suit les négociations multilatérales ou régionales relatives à l'investissement, négocie les accords bilatéraux de protection des investissements, coordonne la position française dans les négociations d'accords de protection des investissements de l'Union européenne avec les Etats tiers et, à ce titre, siège au Comité de politique commerciale dans son format «investissement ».
Le bureau Multicom 2, en lien avec les autres bureaux concernés dans la direction générale, est également chargé de l'analyse

[1] Pour les attachés d'administration, les chefs de mission et les traducteurs (niveaux de fonctions de 1 à 5)

[2] Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur Alizé (Ressources humaines > Recrutement / parcours professionnel > découvrir les métiers de l'AC) .

[3] En plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'Etat (*http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-demploi-public-1*) peut également être utilisé pour choisir les compétences nécessaires pour le poste.

économique des enjeux et des positions de négociation sur les questions de commerce et d'investissement. A ce titre, il représente les autorités françaises aux comités des échanges et de l'investissement de l'OCDE.

DESCRIPTION DU POSTE : missions, attributions et activités

Le (la) titulaire du poste sera particulièrement chargé(e) de :
• Suivi de la mise en œuvre du droit commercial international dans le domaine de la santé publique (aspects sanitaires, phytosanitaires, environnementaux, sociétaux et relatifs aux biotechnologies). Analyse de la compatibilité des projets communautaires et français dans ces domaines au regard du droit de l'OMC, et de leurs conséquences commerciales.
•Suivi des négociations dans le domaine sanitaire et phytosanitaire ainsi que les discussions relatives aux biotechnologies au niveau national, bilatéral (accords UE/pays tiers, négociations bilatérales françaises), communautaire et multilatéral (OMC, OIE, Codex Alimentarius, CIPV, Protocole de Carthagène). Analyse des conséquences commerciales.
• Expertise en cas de crise en matière de santé publique et analyse des conséquences commerciales à destination des ministres
•Suivi de l'évolution des performances des filières animales à l'exportation, en lien avec les contraintes sanitaires et phytosanitaires, en relation avec les autres administrations, les professionnels et les Services économiques
• Recensement, suivi et résolution des barrières non tarifaires sur les produits agricoles et agro-alimentaires notamment en matière SPS mais également OTC en lien avec le MAA, Franceagrimer (comités export), la DGCCRF, le MTES, les services économiques et les professionnels
•Coordination des services économiques en matière de barrières non tarifaires notamment sanitaires et phytosanitaires, en relation avec les autres administrations concernées ;
•Participation à l'alimentation du site internet et aux formations effectuées par le bureau, notamment sur les sujets sanitaires, phytosanitaires et les biotechnologies.

Chaque agent de la DG Trésor doit partager les valeurs qui l'animent : l'engagement, l'ouverture, l'esprit d'équipe et la loyauté.

PRINCIPALES ACTIVITES

☒ Pilotage	☒ Rédaction	☒ Conseil	☐ Gestion de procédures	☐ Secrétariat
☐ Encadrement	☒ Études, recherches	☒ Animation	☐ Contrôle, vérification	☐ Information, accueil
☒ Coordination	☒ Veille	☒ Conception	☐ Saisie informatique	☐ Classement, archivage

Autres (préciser) :

EXEMPLES DE DOSSIERS TRAITES RECEMMENT / QUELQUES DOSSIERS A VENIR

suivi du plan CETA
suivi des évolutions réglementaires sur les perturbateurs endocriniens et leurs impacts sur les échanges;
suivi de la Commission internationale agricole et agroalimentaire lancée par les ministres de l'agriculture et du commerce extérieur;
participation aux réflexions sur l'évolution de l'OMC
évolution de la réglementation européenne sur les nouveaux OGM,
préparation et suivi des négociations commerciales : ASEAN, Mercosur, Japon, Canada, Mexique
préparation des comités de politique commerciale, des commissions mixtes économiques et dossiers Ministre pour le volet SPS

RELATIONS FONCTIONNELLES AVEC :

☒ les autres services de la direction	☒ les services déconcentrés	☒ d'autres ministères
☒ les agents du ministère	☒ les cabinets ministériels	☒ des organismes étrangers
☒ les autres directions	☒ le secteur privé	☒ des établissements publics

Principaux interlocuteurs : ministère de l'agriculture, DGCCRF, MTES, France Agrimer, réseau des conseillers agricoles et services économiques, autres bureaux de la DG Tresor

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

Grande réactivité attendue
réunions à Bruxelles : groupes de travail avec la commission européenne, environ une fois tous les 2 mois
comité SPS de l'OMC (Genève), 3 fois par an

LES COMPETENCES MISES EN OEUVRE

SAVOIRS [3]	NIVEAU DE COMPETENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Questions commerciales bilatérales et internationales	niveau pratique	requis immédiatement
Connaissance du domaine agricole et agro-alimentaire	niveau pratique	Requis immédiatement
Anglais	Niveau maitrise	requis immédiatement
Connaissance des acteurs (DGAL, DGPE, FAM, opérateurs)	niveau pratique	Requis immédiatement
Fonctionnement des institutions (France et UE - internationales)	Niveau pratique	Requis immediatement

[1] Pour les attachés d'administration, les chefs de mission et les traducteurs (niveaux de fonctions de 1 à 5)

[2] Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur Alizé (Ressources humaines > Recrutement / parcours professionnel > découvrir les métiers de l'AC) .

[3] En plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'Etat (*http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-demploi-public-1*) peut également être utilisé pour choisir les compétences nécessaires pour le poste.

SAVOIR-FAIRE [3]	NIVEAU DE COMPETENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Capacités de synthèse	niveau maîtrise	requis immédiatement
Capacités rédactionnelles	niveau maîtrise	requis immédiatement
Qualités relationnelles	niveau maîtrise	requis immédiatement
SAVOIR-ETRE [3]	*- ***Initiation*** *: connaissances élémentaires, notions, capacité à faire mais en étant tutoré* *- ***Pratique*** *: connaissances générales, capacité à traiter de façon autonome les situations courantes* *- ***Maîtrise*** *: connaissances approfondies, capacité à traiter de façon autonome les situations complexes ou inhabituelles* *- ***Expertise*** *: domine le sujet, voire est capable de le faire évoluer, capacité à former et/ou d'être tuteur*	
Aptitude au travail en équipe		
Grande disponibilité et réactivité		

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

VOS CONTACTS RH *(nom, prénom, fonction, téléphone, adresse électronique)*

LACOUE-LABARTHE Muriel – Sous-directrice – 01 44 87 74 02 – muriel.lacoue-labarthe@dgtresor.gouv.fr

LE GAL Marie-Christine - Titulaire du poste - 01.44.87.20.36 - marie-christine.legal@dgtresor.gouv.fr
CEZARD-ASSOUAD Audrey - Cheffe du bureau RH1 - 01.44.87.70 85 - audrey.cezard-assouad@dgtresor.gouv.fr

Date de mise à jour : 01/10/2018

[1] Pour les attachés d'administration, les chefs de mission et les traducteurs (niveaux de fonctions de 1 à 5)

[2] Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur Alizé (Ressources humaines > Recrutement / parcours professionnel > découvrir les métiers de l'AC) .

[3] En plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'Etat (*http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-demploi-public-1*) peut également être utilisé pour choisir les compétences nécessaires pour le poste.